



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87 039 Limoges

Limoges, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL MERRAINS DU PERIGORD**

Chez Lafont  
87 440 Les Salles-Lavauguyon

Références :2026-02-03 UID872026-027 rapport publiable Géorisques  
Code AIOT : 0006000968

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement SARL MERRAINS DU PÉRIGORD implanté Chez Lafont 87 440 Les Salles-Lavauguyon. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière visite d'inspection du site date du 29/04/2013.

Une demande d'extensions de deux bâtiments (un atelier et une remise) a fait l'objet d'un permis de construire pour lequel un avis favorable de l'inspection des installations classées a été rendu par courrier du 03/12/2019 en particulier après prise en compte du dossier de porter à connaissance adressé le 20/11/2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MERRAINS DU PÉRIGORD
- Chez Lafont 87440 Les Salles-Lavauguyon
- Code AIOT : 0006000968
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Tonnellerie Vicard est une entreprise familiale française fondée en 1931, spécialisée dans la fabrication de tonneaux en chêne pour l'élevage des vins et spiritueux.

Située à Cognac, elle bénéficie d'un savoir-faire artisanal transmis depuis plusieurs générations.

La Tonnellerie Vicard maîtrise l'ensemble du processus de production, de la sélection du bois en forêt jusqu'au produit final.

Le site de la scierie des Salles-Lavauguyon, exploitée sous l'entité Merrains du Périgord, s'inscrit dans ce processus situé en début de la filière intégrée.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Analyse risque foudre initiale	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010	Demande d'action corrective	6 mois
6	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.4.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bâtiments "nouveaux"	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Brûlage de déchets de bois à l'air libre	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 25	Demande d'action corrective	
9	GESTION DES RÉSIDUS ISSUS DU TRAVAIL DU BOIS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.2.4.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 2.3.2	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010	Sans objet
5	GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS	Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement propre pour ce type d'activité relatif au travail du bois, au stockage et à la manutention de grumes.

Les investissements menés pour la pose d'enrobage facilitent les opérations et la propreté du site.

Quelques points sont toutefois à améliorer :

En premier lieu, la réparation du système d'aspiration des poussières à l'arrière du bâtiment.

En second lieu, vérifier auprès du SDIS87 que les moyens de défense incendie sont adaptés notamment suite à l'agrandissement en 2019.

En troisième lieu, rappel sur l'interdiction de brûlage de déchets de bois sur le site (même maîtrisé).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, état des rubriques ICPE				
Prescription contrôlée :				
Article 1.1.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
Rubrique	Désignation de l'activité	Critère de classement	Volume autorisé	Régime
2410-1	Atelier où l'on travaille le bois ou des matériaux combustibles analogues	Puissance installée	345 kW	Autorisation
1530-2	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Quantité maximale stockée	2500 m <sup>3</sup>	Déclaration
1531	Stockage par voie humide (immersion ou aspersion) de bois non traités chimiquement	Quantité maximale stockée	5 000 m <sup>3</sup>	Déclaration
2260	Broyage, concassage,... des substances organiques et de tous produits naturels	Puissance installée	75 kW	Non Classé
1432 - 2	Stockage en réservoirs manufacturés de gasoil avec une quantité totale stockée en 1 réservoir aérien de 2,5 m <sup>3</sup> .	Quantité totale stockée	2,5 m <sup>3</sup>	Non Classé
1434	Installation de remplissage des	Débit équivalent	0,67 m <sup>3</sup> /h	Non Classé



	réservoirs des véhicules à moteur avec un volucompteur de gasoil de débit réel égal à 3,36 m <sup>3</sup> /h soit un <b>débit équivalent égal à 0,67 m<sup>3</sup>/h.</b>			
2920	Installations de réfrigération ou de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa	Puissance maximale absorbée	<b>45 kW</b>	Non Classé

#### Constats :

Point par rapport à l'arrêté préfectoral DCE-BPE-2010-N°365 du 16/02/2010.

**Rubrique 2410-1 :** régime ICPE E Seuil ICPE E : 250 kW. La puissance installée déclarée en 2010 : 345 kW. Puissance actuelle du transformateur 500 kVA changé en 2015-2016. Le site relève désormais du régime de l'enregistrement mais continue d'être géré par les procédures du régime de l'autorisation.

**Rubrique 1530-2 :** cette rubrique qui couvrait en 2010 le stockage de bois n'est désormais plus applicable (régime NC) compte tenu de l'absence de stockage de papier, carton sur site. Le stockage de bois doit désormais être appréhendé sous la rubrique 1532 (cf. infra).

**Rubrique 1531 :** régime ICPE D ~3000 m<sup>3</sup> inchangé.

**Rubrique 1532 :** régime NC le jour de la visite d'inspection (volume < 1 000 m<sup>3</sup>). Les expéditions se font vers Cognac par des rotations de camions 1 à 2 fois par semaine (production 30 à 40 m<sup>3</sup> par semaine) avec 1 camion d'une contenance d'environ 20 m<sup>3</sup>.

**Rubrique 1432 :** régime NC en 2018-2019 ; démantèlement du réservoir aérien.

**Rubrique 2920 :** rubrique supprimée

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera la puissance installée au titre de la rubrique 2410-1 en transmettant à l'inspection des installations classées une liste précise des puissances de tous les équipements concourant au travail du bois sur site. Le volume de bois stocké (des grumes jusqu'aux produits finis) sera également précisé.

L'exploitant confirmera à l'Inspection des Installations classées que le volume maximum de bois sec stocké (grumes+ en cours de production) est inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> pour la rubrique 1532 avant d'acter du déclassement.

Le tableau de classement sera mis à jour à l'appui d'un arrêté préfectoral complémentaire qui sera établi pour donner suite au dossier de porter à connaissance établi fin 2019 dans le cadre de l'extension des bâtiments.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 2 : Propreté du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 2.3.2

<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues ou déchets. Des dispositifs d'arrosage, de lavage des roues, etc, sont mis en place en tant que de besoin. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> Le site est propre. On note la mise en place d'enrobés neufs sur près de 3 600 m <sup>2</sup> sur l'ensemble de plateforme de chargement et d'expédition. L'intérieur des bâtiments où s'effectue le travail du bois est bétonné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Analyse risque foudre initiale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2010
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'Analyse Risque Foudre (ARF) doit être transmise à l'inspection dans les 3 mois après la parution de l'arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis l'ARF initiale à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra l'ARF initiale à l'Inspection des Installations Classées s'il la possède. À défaut, une ARF sera à effectuer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2010	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Est notamment interdit le refroidissement en circuit ouvert. Les installations de prélèvement doivent être équipées de dispositif de mesure totalisateur.	
<b>Origine de la ressource</b>	<b>Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>)</b>
Réseau public d'adduction d'eau potable	300
L'alimentation d'appoint du plan d'eau à partir des eaux souterraines est soumise à l'autorisation préalable du préfet ; Conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, une demande en ce sens lui sera transmise avec tous les éléments d'appréciation. Dans l'attente de la décision, tout pompage est interdit. L'alimentation du plan d'eau à partir des ruisseaux de Puissenet et de l'Abbaye est interdite.	
<b>Constats :</b> L'exploitant indique la présence d'un forage historique ancien sur le site. Il n'est, semble-t-il, plus utilisé depuis longtemps. Ce forage n'est pas équipé de dispositif de compteur volumétrique car pas utilisé.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 5 : GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCES
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En particulier, le périmètre du site est intégralement clôturé. Un gardiennage est assuré en permanence pendant les horaires de fonctionnement et les accès aux sites sont fermés en dehors de ces horaires.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé avec des clôtures et une barrière neuves sur la partie donnant sur le domaine public. L'exploitant a fait installer un système de caméras de vidéosurveillance (détail du contrat signé le 17/01/2024 transmis à l'Inspection des Installations classées).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.4.11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de masse sera fourni aux services d'incendie et de secours. Y figureront les bâtiments avec leur destination et les moyens de secours en eau utilisables par les sapeurs-pompiers.
<b>Constats :</b> La mise en place des nouveaux bâtiments validés en 2019 n'a pas conduit à la mise en place de tels documents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations classées un plan de masse qui sera fourni aux services d'incendie et de secours (SDIS 87). En particulier, l'exploitant y fera figurer les bâtiments avec leur destination et les moyens de secours en eau utilisables par les sapeurs-pompiers. L'exploitant vérifiera auprès du SDIS 87 que les moyens de défense incendie du site sont adaptés. Le cas échéant, un exercice incendie pourra être envisagé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Bâtiments "nouveaux"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Résistance au feu des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : Ouvrages : - murs extérieurs porteurs ou systèmes poteaux-poutres : R 60 ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- murs séparatifs intérieurs : EI 60 ;</li> <li>- planchers/sol : REI 60 ;</li> <li>- portes et fermetures : EI 60 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) ;</li> </ul> <p>Cantonnement : DH 60 ; Éclairage naturel : classe d0.</p> <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>Ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs : R 30 ;</li> <li>- murs séparatifs : EI 30 ;</li> <li>- planchers/sol : REI 30 ;</li> <li>- portes et fermetures : EI 30 ;</li> </ul> <p>Toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) ; Éclairage naturel : classe d0.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>La surface des mezzanines occupe au maximum 50 % de la surface du niveau au sol de l'atelier. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. Les galeries et tunnels de transporteurs/d'aspiration sont conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.</p> <p>Les stockages sont conçus de manière à réduire le nombre des zones favorisant les accumulations de poussières telles que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols que l'on ne peut pas facilement dépoussiérer, enchevêtrements de tuyauteries, endroits reculés difficilement accessibles, aspérités, etc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les factures SECA SN Constructions métalliques de juin 2019 des 2 bâtiments "nouveaux".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection des Installations classées les résistances au feu des ouvrages</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Brûlage de déchets de bois à l'air libre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « plan de prévention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de stockage des produits ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté les restes d'un brûlage de bois ou de déchets de bois à l'air libre (cf. photographie).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le brûlage de bois ou de déchets de bois à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 9 : GESTION DES RÉSIDUS ISSUS DU TRAVAIL DU BOIS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2010, article 7.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POUSSIÈRES DE BOIS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures seront prises pour éviter toute accumulation dans les ateliers et locaux annexes de copeaux, de déchets de sciures ou de poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des fuites de sciures sont constatés sur le système d'aspiration des poussières (sciures de bois). Une détection incendie par la caméra thermique C06 existe toutefois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à une réparation du système d'aspiration pour éviter l'envol de poussières et limiter le risque incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°8 : Brûlage de déchets de bois à l'air libre



20251217\_111720

N°9 : GESTION DES RÉSIDUS ISSUS DU TRAVAIL DU BOIS



20251217\_112148



20251217\_112019



20251217\_112228